

EXTRAIT

Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

DELIBERATION N° 06/2022 – 16

OBJET : POLITIQUE DE LA VILLE

Définition de l'intérêt communautaire de la compétence optionnelle « Politique de la ville : élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ; programmes d'actions définis dans le contrat de ville »

L'An deux mille vingt-deux et le sept du mois de juin (**07.06.2022**) à 18 heures 30, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 1^{er} juin 2022, s'est assemblé au foyer rural de Castelmayran, sous la présidence de Monsieur Dominique BRIOIS, Président de la Communauté de Communes.

CONSEILLERS PRESENTS :

M. BRIOIS Dominique, Président

M. BESIERS Jean-Philippe, 1^{er} Vice-Président

M. LOPEZ Romain, 2^{ème} Vice-Président

Mme FORNERIS Dominique, 3^{ème} Vice-Présidente

M. GARGUY Bernard, 4^{ème} Vice-Président

M. BOUCHÉ Bernard, 6^{ème} Vice-Président

M. SAMAIN Hugues, 7^{ème} Vice-Président (jusqu'à la délibération n°18)

Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 9^{ème} Vice-Présidente

M. DELLAC Patrick, conseiller délégué

M. PREVEDELLO Xavier, conseiller délégué

M. JAMAIN Thierry, conseiller délégué

M. CRUBILÉ Jean-Luc - M. DUPUY Guy (jusqu'à la délibération n°19) - Mme AVARELLO Georgette - M. PONS Michel - Mme BAJON-ARNAL Jeanine - Mme BETIN Nadia - M. DURRENS Serge - Mme PECCOLO Marie-Christine - M. LABORIE Michel - M. ANGLES André - Mme CAVERZAN Marie-Claire - Mme DELZERS Monique - Mme FAVAREL Annie - M. VIGNAUX Christian - M. FEGNE Jean - Mme DELCHER Any - Mr POUGNAND Jérôme - Mme M'BAMBI MATALE Claudine - Mme GAYET Stéphanie - Mme LOPEZ Sophie - M. LOURMEDE Guy - Mme SCHATTEL Danièle - M. ACHCHTOUI Soufiane - Mme ESQUIEU Pierrette - M. SÉGARD Georges - Mme BADENS Véronique - M. FOURNIÉ Philippe - M. BRAS Jacques - Mme DUPOUY Nadine - Mme MOREL Michelle

CONSEILLERS REPRESENTES :

Mme FEAU Annie, 5^{ème} Vice-Présidente

M. KOZLOWSKI Eric

Mme CARDONA Muriel

M. FERAL Jean-Philippe

Mme PAYSSOT Céline

M. REMIA Alex

M. EIDESHEIM David

M. BON Philippe

Mme CAVERZAN Martine

M. COULOM Michel

Mme LAFFINEUR Nicole

ABSENTS EXCUSES :

M. SAMAIN Hugues, 7^{ème} Vice-Président (à partir de la délibération n°19)

M. LAFONT Hubert, 8^{ème} Vice-Président

M. DUPUY Guy (à partir de la délibération n°20)

M. PUCHOUAU Pierre

M. THIERS Jean-Christophe

Mme HEMMAMI Estelle

Mme CAVALIÉ Marie

M. USSEGLIO Philippe

ABSENTS NON EXCUSES :

Mme TRESSSENS Christiane

M. BOUTINES Gilbert

M. PAILLAS Alain

M. BOUSQUET Franck

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, Georgette AVARELLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été déléguée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

a donné procuration à Marie-Thérèse VISSIERES-DELVOLVE

a donné procuration à Jean-Philippe BESIERS

a donné procuration à Michel PONS

a donné procuration à Nadia BETIN

a donné procuration à Jean-Philippe BESIERS

a donné procuration à Marie-Christine PECCOLO

a donné procuration à Michel PONS

a donné procuration à André ANGLES

a donné procuration à Dominique BRIOIS

a donné procuration à Dominique BRIOIS

a donné procuration à Danièle SCHATTEL

La notion d'intérêt communautaire « s'analyse comme la ligne de partage au sein d'une compétence entre les domaines d'action transférés à la communauté et ceux qui demeurent au niveau communal ».

L'intérêt communautaire est donc une clef de répartition dans l'exercice des compétences. Définir l'intérêt communautaire revient à distinguer, dans une compétence donnée, les actions et les équipements qui continueront à relever du niveau communal, de ceux qui, par leur étendue, leur contenu, leur objet stratégique, leur dimension financière ou leur rayonnement sur le territoire intercommunal, doivent être gérés par la Communauté, et donc lui être transférés. La notion d'intérêt communautaire doit donc être comprise, pour les domaines concernés, comme un élément complémentaire de la rédaction statutaire des compétences de la Communauté.

L'intérêt communautaire est déterminé par l'assemblée délibérante de l'EPCI à la majorité qualifiée des deux tiers.

La définition de l'intérêt communautaire d'une compétence par une délibération spécifique distincte des statuts permet une plus grande souplesse pour faire évoluer la ligne de partage. C'est l'objet de la présente délibération.

La présente délibération porte sur la compétence optionnelle « Politique de la ville : élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ; programmes d'actions définis dans le contrat de ville ».

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la Circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville ;

Vu la délibération n° 06/2022 – 12 en date du 7 juin 2022 relative à la modification n°4 des statuts de la Communauté de Communes « Terres des Confluences » ;

Vu le contrat de ville de Moissac 2015-2020 signé le 10 juillet 2015 ;

Vu la délibération n° 03/2022 – 10 en date du 29 mars 2022 relative à l'avenant au contrat de ville de Moissac - Protocole d'engagements renforcés et réciproques 2021-2023 ;

Vu l'avis de la conférence des maires du 31 mai 2022 ;

Considérant que la politique de la ville est une politique de cohésion urbaine et de solidarité, nationale et locale, envers les quartiers défavorisés et leurs habitants. Elle se déploie sur des territoires infra-urbains appelés « quartiers prioritaires de la politique de la ville », caractérisés par un écart de développement économique et social important avec le reste des agglomérations dans lesquelles ils sont situés ;

Considérant que la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 a redéfini les critères d'éligibilité pour concentrer les moyens vers les territoires les plus en difficulté. Désormais, pour identifier les quartiers prioritaires, un critère unique est retenu : la part de la population ayant un revenu inférieur à 11 250 euros par an. Ce sont ainsi désormais 1 514 quartiers situés dans 859 communes qui bénéficient de la politique de la ville ;

Considérant que deux quartiers de Moissac à la Politique de la Ville ont été retenus : le quartier du Sarlac et le Quartier Centre-ville ;

Considérant que le contrat de ville signé le 10 juillet 2015 s'articule autour de trois piliers, définis par le Ministère de la Ville :

Considérant que la circulaire du 15 octobre 2014 précise que les contrats de ville doivent être signés à l'échelle intercommunale entre l'Etat, le président de l'EPCI et les maires des communes concernées ;

Considérant que les objectifs du contrat de ville ont été réactualisés au regard du pacte de Dijon et des réalités territoriales et que l'Etat a souhaité, à mi-parcours du contrat de ville (initialement 2015-2020), réaliser un premier bilan de celui-ci, le prolonger de 3 années (aujourd'hui 2015 - 2023) et procéder à sa rénovation qui se traduit par un « protocole d'engagements réciproques et renforcés ». Ce protocole précise les bilans des actions effectuées, les priorités du contrat pour 2021 à 2023 ainsi que les ressources mobilisables ;

DISPOSITIF DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le Conseil Communautaire :

- **définit** l'intérêt communautaire de la compétence obligatoire « Politique de la ville : élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ; programmes d'actions définis dans le contrat de ville » comme suit :

- **Élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;**
- **Etude des demandes de subventions des associations dans le cadre du contrat de ville et participation financière éventuelle au regard du règlement des modalités d'attribution des subventions intercommunales aux associations ;**
- **Participation aux instances d'animation et de coordination dans le cadre du contrat de ville.**

- **autorise** Monsieur le Président à accomplir tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

Transmission en Préfecture le : 10/06/2022

Publication le : 10/06/2022

Notification le :

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE
DES DELIBERATIONS

LE PRESIDENT,

Ci 
D. BRIOIS



Membres en exercice : 62

Présents : 41

Votants : 52

Adoptée à l'unanimité des votants